

Le PAM en Afrique

2011 Faits et chiffres



L'Afrique est au cœur des opérations du Programme alimentaire mondial.

Et les femmes sont au cœur des activités proposées par le PAM pour remédier au problème de la faim.

Le PAM aide les gouvernements et les communautés du continent africain à mettre en place de vastes programmes nationaux visant à remédier au problème de la faim. Il consacre ainsi plus de la moitié de ses dépenses d'assistance à l'Afrique. En 2011, sur un montant total de dépenses de 3,8 milliards de dollars É.-U., plus de 2 milliards de dollars ont été affectés à ce continent. Le PAM est le plus gros acheteur au monde de produits alimentaires destinés à des opérations humanitaires, et le principal acheteur en Afrique de vivres destinés à l'assistance alimentaire. Il s'est engagé de longue date en faveur de l'autonomisation des femmes et de leur protection dans le cadre de ses opérations – le seul moyen pour que l'assistance alimentaire contribue à remédier durablement à la faim. La présente édition de la brochure "Le PAM en Afrique" revient sur certains chapitres de cette histoire exemplaire.

La Directrice exécutive adjointe du PAM chargée des solutions au problème de la faim, Mme Sheila Sisulu, occupait le poste d'ambassadeur de l'Afrique du Sud aux États-Unis d'Amérique avant de rejoindre le PAM. Elle explique ici pourquoi une photo d'une Malawienne vendant des produits alimentaires au PAM dans le cadre du programme "Achats au service du progrès" illustre pour elle un moment prodigieux.



“Auparavant, les brochures de ce type (Le PAM en Afrique) montraient une femme portant un sac de nourriture qu'elle était allée chercher dans un centre d'alimentation ou à un point de distribution. Cette femme (ici à gauche, sur la couverture de l'édition 2010) tient de l'argent entre ses mains. Cet argent, nous ne le lui avons pas donné - nous lui avons acheté sa production et l'argent qu'elle a dans ses mains lui donne beaucoup plus de pouvoir que si elle n'avait que de la nourriture. C'est le début de la solution au problème de la faim. En effet, cette femme aura probablement moins besoin d'une assistance alimentaire, même en temps de crise ou de choc. Elle gagne maintenant de l'argent en

vendant les produits qu'elle cultive. Et, ce faisant, elle apprend à garder sa production, à cultiver des produits de qualité, à les entreposer et à en obtenir le meilleur prix, à acheter ses propres engrais et semences, et à tirer profit des campagnes agricoles lorsqu'elles sont bonnes; pendant la saison de soudure, elle a un peu d'argent pour acheter de la nourriture si besoin est. Mais aussi, et c'est important, elle est à même de prendre des décisions concernant sa famille. Elle peut décider de consacrer une part de son argent aux frais de scolarité, à l'achat de semences – elle est désormais en charge de sa vie.

J'estime que le droit de vote est très important. Je suis sud-africaine et je n'ai pu voter pour la première fois que bien après mes 50 ans - exercer ce droit est un moment prodigieux. Mais je dois dire que le premier moment prodigieux que j'ai vécu a été celui où j'ai touché mon premier salaire qui me rendait indépendante de ma mère et de mon père ou de quiconque, et me permettait d'apprendre à gérer ma vie, car je pouvais agir au sein de l'économie et prendre des décisions sur cette base. Je peux donc imaginer ce que doivent ressentir ces femmes quand elles touchent cet argent pour la première fois. Ce doit être pour elles un moment prodigieux, un moment d'émancipation extrêmement fort parce que, soudain, elles ont un pouvoir de décision et participent à l'économie.”

Bénéficiaires

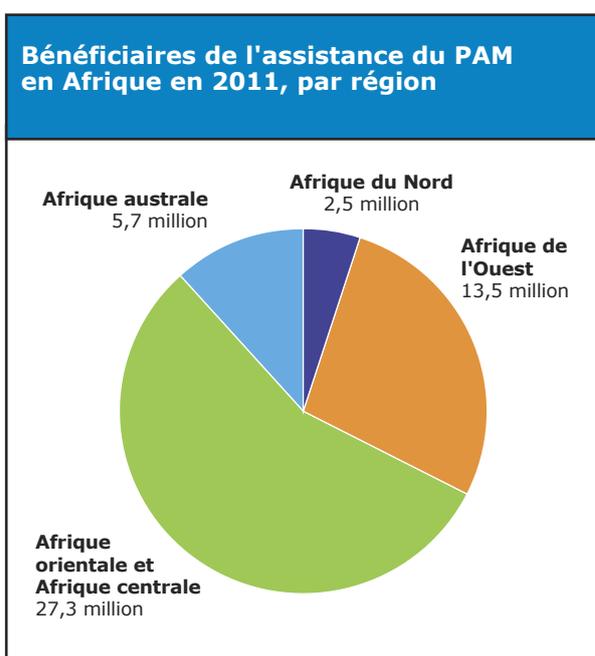
LA MOITIÉ DES 99 MILLIONS DE PERSONNES SECOURUES PAR LE PAM EN 2011 VIVAIENT EN AFRIQUE.

Ces bénéficiaires relevaient des catégories suivantes:

- petits exploitants agricoles;
- réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;
- enfants fréquentant des établissements scolaires et préscolaires;
- femmes et enfants atteints de malnutrition nécessitant une alimentation thérapeutique;
- enfants, femmes enceintes et mères allaitantes exposés au risque de malnutrition;
- communautés ayant besoin d'une infrastructure socioéconomique et de services de formation;
- familles touchées par le VIH et le sida.

En 2011, les femmes et les filles représentaient 53 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires d'une assistance du PAM en Afrique.

L'initiative "Achats au service du progrès" appuie quelque 770 organisations d'agriculteurs en Afrique, qui représentent plus de 740 000 petits exploitants (dont plus d'un tiers sont des femmes).



Nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de rapatriés secourus par le PAM en Afrique (2004–2011)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Réfugiés	2,1	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,5	2,3
Personnes déplacées	5,8	5,1	4,6	6,3	6,1	8,7	1,2	4,9
Rapatriés	0,8	1	1	0,9	0,7	0,4	0,7	2,2

(en millions)

Outils de lutte contre la faim

OUTILS OPÉRATIONNELS — LOGISTIQUE

Quand survient une situation d'urgence, le PAM fait en sorte de réagir en quelques heures en acheminant par voie terrestre, maritime ou aérienne les vivres et les secours vitaux qui font cruellement défaut. La logistique est donc le pivot des opérations du PAM.

En 2011, le PAM a distribué 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires à 99 millions de personnes dans 75 pays. Près de 1,8 million de tonnes de vivres ont transité par 39 ports africains.

Suite à une grave dégradation de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans la Corne de l'Afrique, le PAM a développé ses opérations afin de fournir des vivres à plus de 8 millions de personnes victimes de la sécheresse et de la famine. Il a poursuivi son action de remise en état de l'infrastructure locale, notamment les ports et les routes de desserte de la région, ce qui a non seulement considérablement amélioré le passage des secours humanitaires, mais également facilité de manière générale les courants commerciaux internationaux et donc augmenté les recettes des collectivités locales. En 2011, le PAM a investi l'équivalent de près de 458 millions de dollars dans des services de transport et de logistique, un stimulant pour les économies africaines.

Les entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies d'Accra (Ghana), de Brindisi (Italie) et de Doubaï (Émirats arabes unis) ont joué à cet égard un rôle de premier plan dans les interventions de secours et d'appui en faveur de l'Afrique, en facilitant les ponts aériens qui ont permis de livrer rapidement des produits nutritionnels spéciaux, des articles non alimentaires et du matériel logistique dans les zones les plus gravement sinistrées.

En sa qualité d'organisme chef de file du module de la logistique, le PAM a coordonné les services logistiques et, en cas de besoin, les services communs destinés aux opérations menées par la communauté humanitaire en République démocratique du Congo, en Libye, en Somalie et au Soudan du Sud. Il a notamment fourni des moyens d'entreposage, de suivi et de manutention des cargaisons, et de transport, et il a facilité les services aériens. En Libye, le navire MV Fehim Bey, affrété par

le PAM, a été le premier bateau humanitaire à arriver à Misrata, et il a également accosté à Benghazi, Tripoli et Malte. Le module de la logistique a coordonné les services d'expédition entre Mombasa et Mogadiscio et a transporté plus de 1 117 tonnes de cargaisons pour le compte de 13 organisations.

Un navire spécialement affrété à temps, escorté par les bâtiments de l'opération Atalanta de la force navale européenne (EU-NAVFOR), a permis d'apporter une assistance vitale dans la Corne de l'Afrique, surtout entre Mombasa, au Kenya, et divers ports somaliens. Les milieux humanitaires ont également bénéficié de divers services communs de transport et d'une liaison sûre et fiable pour les cargaisons d'aide.

En 2011, le PAM a lancé une initiative mondiale visant à utiliser de manière efficace les moyens excédentaires en matière de transport routier. Grâce à un réseau de trois parcs régionaux d'urgence stratégiquement situés, le PAM a regroupé et centralisé ses moyens de transport routier de manière à raccourcir ses délais d'intervention et à abaisser considérablement ses coûts. Le premier de ces parcs stratégiques, situé à Kampala (Ouganda), permet à tous les pays participants d'Afrique orientale d'avoir immédiatement accès à des camions fiables lorsqu'ils en ont le plus besoin.

En 2011 toujours, le PAM a renforcé sa préparation logistique aux situations d'urgence. En mettant en place un mécanisme d'achat anticipé, il a pu acheter des produits à l'avance pour l'Afrique orientale. Ces stocks de produits alimentaires lui ont permis de créer des réserves stratégiques à Djibouti, à Mombasa (Kenya) et à Tororo (Ouganda), de façon à réduire les délais d'acheminement des secours.

Par ailleurs, le PAM a mis l'accent sur la planification anticipée dans la région du Sahel et, de ce fait, a prépositionné des réserves de vivres sur des sites clés.

Le PAM a continué d'assurer la gestion et l'exploitation du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies pour l'ensemble de la communauté humanitaire. Ce dispositif a permis de transporter plus de 354 000 passagers et plus de 3 500 tonnes de fret humanitaire pour des centaines d'organismes locaux et internationaux fournissant des services humanitaires dans 12 pays d'Afrique.



OUTILS DE PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE ET D'INTERVENTION EN CAS DE CATASTROPHE

Investir dans la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise équivaut à s'assurer contre les catastrophes, qu'elles soient d'origine naturelle ou causées par l'homme, et cela peut donc contribuer à en atténuer l'impact sur la vie et les moyens de subsistance des populations. Pour le PAM, cela signifie disposer de l'information, des stratégies, des compétences et des stocks nécessaires à l'endroit et au moment voulus. En 2011, la Sous-Division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise a accordé une grande attention à l'Afrique en raison des crises alimentaires graves survenues dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, ainsi que des troubles politiques en Afrique du Nord.

L'équipe chargée de la cartographie et des systèmes d'information géographique a produit plus de 320 cartes spécialisées de pays et de régions d'Afrique et a envoyé son personnel très qualifié en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord pour aider le personnel de terrain à utiliser plus efficacement les nouvelles techniques de cartographie des infrastructures et de la densité de population. Elle a également, grâce à son expertise et à son matériel de pointe, établi des indices de végétation pour la Somalie et le Sahel. Les cartes très visuelles et aisément compréhensibles ainsi produites utilisaient les données obtenues par télédétection et permettaient de suivre de très près la progression de la sécheresse. Le PAM a donc pu planifier ses opérations sans devoir attendre les évaluations des récoltes et, dans le cas de la Somalie, acheter des produits localement.

Les cartes ont également été très utiles au PAM lorsque celui-ci s'est préparé en prévision de l'indépendance du Soudan du Sud. L'accent avait en outre été mis sur le suivi de la crise et la gestion de l'information, afin que le PAM soit en mesure de parfaitement cerner les éventuelles répercussions de la naissance d'une nouvelle nation. Une page spéciale concernant la crise sur le site Web consacré à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de catastrophe, EPweb, regroupait toutes les informations disponibles, qu'il était ainsi aisé de consulter; l'équipe chargée de la gestion de l'information pour les situations d'urgence dans la Corne de l'Afrique et au Sahel avait précédemment eu recours à la même méthode, et les premiers signes annonciateurs de l'imminence d'une crise dans la Corne de l'Afrique avaient ainsi pu être rapidement détectés par l'équipe chargée de l'alerte rapide, de l'analyse et de l'appui.

En 2011, les équipes de la Sous-Division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise se sont occupées de crises extrêmement diverses en Afrique. Des cartes faisant apparaître les précipitations et les dégâts subis par les cultures et les stocks, assorties d'analyses, ont été produites au moment des inondations en Namibie. La Sous-Division s'est également penchée sur la situation en Côte d'Ivoire, où les déplacements de population et les besoins humanitaires étaient très importants.

En Afrique du Nord, il a été tiré pleinement parti des réseaux sociaux pour suivre les événements susceptibles d'avoir des répercussions sur les opérations en cours du PAM ou d'en déclencher de nouvelles. L'équipe chargée de l'alerte rapide a suivi l'évolution de la situation, et elle a vérifié les renseignements dont elle disposait en vue de produire des notes et des fiches d'information à l'intention d'autres organismes humanitaires.

OUTILS D'ANALYSE – ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ

L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité sont l'une des clefs de voûte de l'action du PAM. En aidant à identifier les membres les plus vulnérables des communautés et à les localiser, cet outil permet au PAM et à ses partenaires de disposer de renseignements essentiels pour concevoir et planifier les interventions en fonction des besoins les plus pressants. Au fil des ans, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité sont progressivement devenues l'élément central du système d'information du PAM sur la sécurité alimentaire, englobant les évaluations des situations d'urgence et les évaluations a posteriori, les enquêtes très détaillées sur les ménages, l'alerte rapide, ainsi que les analyses de l'évolution des marchés et des prix. Pour parvenir à une compréhension commune de la situation et tirer le meilleur parti des compétences remarquables des partenaires, des études sont généralement réalisées en collaboration avec des partenaires tels que le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET), des gouvernements, des organismes des Nations Unies comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales. Dans le cadre de ses études, le PAM utilise des technologies novatrices telles que l'imagerie par satellite, les systèmes d'information géographique, les assistants numériques personnels ou des dispositifs mobiles de connexion à Internet, pour recueillir, analyser et communiquer les données.

L'essentiel du travail d'analyse de la sécurité alimentaire que fait le PAM concerne l'Afrique, où ont été effectuées en 2011 89 des 109 études réalisées dans le monde entier. En particulier, les études de marché menées dans le cadre de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ont essentiellement porté sur les situations d'urgence au Sahel et en Somalie, en vue d'améliorer les dispositifs d'alerte

rapide et de préparation ainsi que d'appuyer les interventions basées sur des transferts monétaires qui renforcent la résilience des populations touchées. À l'échelle du continent, le PAM dispose d'un réseau d'environ 110 fonctionnaires chargés de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, et de quatre analystes principaux de la sécurité alimentaire au niveau régional en poste au Caire, à Dakar, à Nairobi et à Johannesburg.

Des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont été réalisées au Cameroun, au Kenya, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Tanzanie, dans le cadre d'une initiative du PAM ayant pour but de mener des analyses de ce type dans 16 pays d'Afrique subsaharienne entre 2008 et 2013, avec l'appui financier de la Fondation Bill et Melinda Gates.

PARTAGE DES DONNÉES – DE NOUVEAUX HORIZONS

Le PAM est constamment en quête de moyens novateurs et économiques d'améliorer la collecte et la transmission des données portant notamment sur les prix du marché, la conjoncture agricole et la nutrition ou les informations commerciales transfrontières, en recourant aux messages texte ou à d'autres technologies aisément disponibles, comme les dispositifs mobiles d'accès à Internet. En Zambie, les responsables de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ont appuyé la conception d'un outil faisant appel à la téléphonie mobile pour assurer dans le cadre du programme de bons d'alimentation un suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes. Les questionnaires recueillis aux points de distribution sont transmis par téléphone portable à la base de données centrale et mis en ligne en temps réel. La transmission des données par message texte est communément utilisée dans 14 pays d'Afrique australe et orientale, principalement pour la communication des données commerciales transfrontières mais aussi pour le suivi des prix sur les marchés.

Le miracle somalien

Les photos de Sadak Hassan Abdi, 18 mois, avant et après que sa mère l'a porté pendant des jours durant sa longue marche pour fuir la Somalie frappée par la famine, en disent long sur l'efficacité des programmes de nutrition du PAM et sur le rôle des produits nutritionnels spéciaux en situation d'urgence.

À son arrivée en Éthiopie, Sadak souffrait de malnutrition aiguë et sa mère craignait pour sa vie. Mais il a pu se rétablir grâce à un traitement hospitalier et aux aliments spéciaux du PAM. La deuxième photo a été prise cinq semaines à peine après que Sadak et sa famille ont commencé à bénéficier d'une assistance alimentaire comprenant un produit nutritionnel spécialisé à base d'arachide appelé Plumpy'Sup®. Les enfants en consomment un sachet par jour, pendant deux à trois mois en général.

"J'ai deux images en tête," a déclaré sa mère, Hukun. "Celle que j'ai laissée derrière moi – la guerre, la sécheresse, l'absence de pluie et d'aide, quelle qu'elle soit, dans une région où il n'y a plus d'espoir. Et celle que je vois devant moi – l'esérance et le retour à la vie, simplement parce que j'ai pu bénéficier de ce programme salvateur."



Transferts monétaires et bons: un moyen novateur de combattre la faim

Le PAM utilise de plus en plus les transferts monétaires et les bons pour combattre la faim en Afrique. Grâce aux téléphones portables, aux bons électroniques envoyés par message texte et à d'autres méthodes novatrices, le PAM lutte contre la faim avec de nouvelles armes. Deux femmes nous racontent comment l'argent qu'elles ont reçu les a aidées à combattre la faim en travaillant pour améliorer leur terre et l'économie locale.

DANS LA RÉGION ARIDE DU MATABELELAND, L'IRRIGATION AMÉLIORE LA RÉCOLTE



Le Matabeleland est une région du Zimbabwe qui est loin d'être connue pour ses récoltes record. Cette année pourtant, pour la première fois depuis bien longtemps, une centaine de petits exploitants agricoles d'Insiza ont obtenu une récolte de maïs suffisante pour subvenir à leurs propres besoins et pour en vendre une partie, malgré une campagne agricole d'été dans l'ensemble médiocre.

La plupart des cours d'eau se sont asséchés faute de pluie. La moitié des terres sont calcinées par les incendies de brousse. Il n'y a rien dans les champs et les greniers sont vides. Mais le projet d'irrigation de Malole qu'a lancé le Ministère de l'agriculture dans les années 90 pour accroître la résilience des communautés porte ses fruits.

Kesi Nyoni, 42 ans, a récolté 10 sacs de maïs de 50 kilos sur sa petite parcelle irriguée. "Dieu m'a entendue cette année," dit-elle. Elle espère également récolter du

paprika, qu'elle vend au marché de Bulawayo, distant de 200 kilomètres. Chaque chargement de paprika lui rapporte 300 dollars et elle espère en vendre six. "Pas si mal pour une veuve avec quatre enfants à charge!" ajoute-t-elle.

Après le décès de son mari d'une maladie liée au VIH il y a cinq ans de cela, Kesi avait dû quitter le foyer familial sans aucun moyen de survie. Pendant quatre longues années, son nom a figuré sur la liste d'attente de ceux qui souhaitaient participer au programme, dont le gouvernement était alors incapable d'élargir l'envergure. Mais en 2011, le PAM et World Vision, par le biais du programme Espèces pour la création d'avoirs, ont fourni de l'argent et du matériel pour étendre le programme à cent autres exploitants de parcelles. Kesi comptait parmi eux. Mxolisi Matshazi, le fonctionnaire de district chargé de la vulgarisation à Insiza, ajoute: "Avec l'appui du PAM, nous avons pu venir en aide à un plus grand nombre d'agriculteurs. Nous espérons que le PAM va continuer à nous soutenir."

En 2011, le PAM est intervenu dans neuf districts ruraux du Zimbabwe pour aider les communautés à construire des infrastructures de production en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire, par exemple des bassins d'immersion antiparasitaire pour le bétail, des potagers pour la nutrition et des déversoirs. Le programme est exécuté en collaboration avec le Ministère de l'agriculture du Zimbabwe, avec des partenaires coopérants tels que l'Organisation internationale pour les migrations, World Vision, CARE, German Agro Action et Plan International.

Selon Felix Bamezon, Directeur du Bureau du PAM au Zimbabwe, ce programme s'inscrit dans la nouvelle orientation stratégique du PAM. "Les opérations du PAM mettent désormais l'accent sur les premières phases du redressement, en proposant plus d'options durables pour remédier à la faim et lutter contre l'insécurité alimentaire," dit-il, ajoutant qu'il est prévu d'élargir le programme à d'autres districts.

AU NIGER, LES VILLAGEOIS ADOPTENT UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE

Dans les zones reculées du Niger, les bénéficiaires des activités Espèces contre travail du PAM reçoivent leur rémunération par l'intermédiaire de cartes à puce et sont ravis de pouvoir accéder à cette nouvelle technologie.



Les bénéficiaires du village de Dogo Chaibou, dans la région de Zinder, ont reçu des cartes en plastique contenant une puce dans laquelle sont stockés les données les identifiant et le montant qu'ils doivent recevoir.

"Je suis surpris de voir qu'ils connaissent mon nom, mon âge et la somme qu'ils doivent me payer dès qu'ils insèrent la carte dans la machine. C'est presque de la magie. On nous a expliqué à quoi servait la carte et comment l'utiliser, mais maintenant que je vois comment ça marche, je suis fascinée par cette magie. Je n'arrive pas à y croire," dit Hadiza Malam de Zinder, 55 ans, mère de cinq enfants.

Zoue Harouna, 46 ans, mère de six enfants, avait du mal au début à se souvenir de son code secret. Mais elle a désormais mis au point une stratégie visuelle pour ne pas l'oublier: "Au début, je n'arrivais pas à reconnaître les chiffres parce que je ne sais pas lire et qu'il m'était très difficile de m'en souvenir. J'ai appris à les reconnaître sous forme d'image. Maintenant, je n'ai plus de problèmes pour les repérer sur la machine."

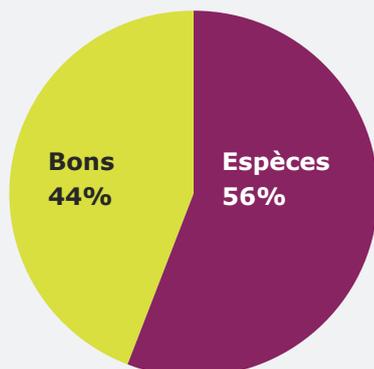


Le PAM a lancé des activités Espèces contre travail au Niger pour lutter de manière novatrice contre l'insécurité alimentaire. Ces activités permettent aux communautés de réaliser des travaux agricoles, comme la régénération des sols ou la plantation d'arbres en échange d'une rémunération, l'objectif étant d'accroître les revenus et le pouvoir d'achat après la récolte.

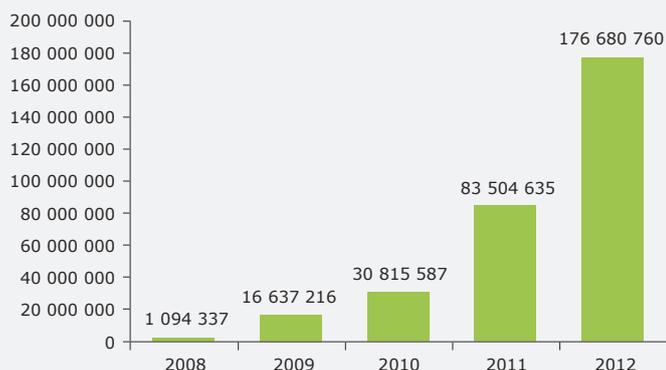
Le PAM a mis au point l'opération en partenariat avec des institutions de microfinancement utilisant des terminaux manuels pour lire les cartes à puce.

"Notre but est d'utiliser des cartes magnétiques pour les principales opérations de distribution d'espèces. Il s'agit d'un outil très efficace pour identifier sans difficulté les bénéficiaires et surveiller les opérations. Ces cartes à puce sont également utiles pour archiver les données," précise Giorgi Dolidze, le fonctionnaire du PAM chargé des transferts monétaires.

Proportion de transferts en espèces et sous forme de bons en Afrique en 2011



Augmentation des budgets consacrés aux transferts monétaires et aux bons en Afrique (budgets approuvés, en dollars)



Achats au service du progrès

DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'initiative "Achats au service du progrès", qui en est à la quatrième de ses cinq années d'expérimentation, utilise le pouvoir d'achat du PAM pour aider de petits exploitants agricoles à opérer de façon rentable sur les marchés. Elle améliore les possibilités de commercialisation qui s'offrent aux agriculteurs tout en renforçant les capacités de ceux-ci dans les domaines des techniques de production, de l'entreposage et de la manutention après récolte, du contrôle de la qualité et de la gestion d'entreprise. Il est également prévu de renforcer les capacités internes du PAM afin qu'il puisse procéder à des achats plus favorables aux petits producteurs. Ces investissements sont financés au moyen de ressources extrabudgétaires et n'ont pas d'incidence sur les opérations régulières d'assistance alimentaire du PAM.

En travaillant en partenariat avec des gouvernements, des organisations internationales et des ONG, l'initiative "Achats au service du progrès" incite les petits producteurs agricoles de 21 pays pilotes¹ (**dont 15 pays d'Afrique**) à investir dans le développement de leur production, étant donné qu'ils ont la possibilité de vendre leurs produits à un acheteur fiable, en bénéficiant d'un prix équitable. Du fait de l'accroissement de leurs revenus, ces petits producteurs sont en mesure de développer leurs activités, d'accéder aux services de santé et de scolariser leurs enfants. L'initiative permet la diffusion aux gouvernements et à d'autres partenaires des meilleures pratiques observées, afin que celles-ci soient reproduites; le but est d'accroître durablement les capacités à l'échelle des agriculteurs.

LES ACHATS AU SERVICE DU PROGRÈS EN AFRIQUE

- L'initiative "Achats au service du progrès" collabore avec 770 organisations paysannes d'Afrique qui représentent plus de **740 000 petits exploitants agricoles** (dont plus de 38 pour cent sont des femmes) et peuvent être des organisations locales, des unions les regroupant ou des fédérations nationales. Dès le démarrage de l'initiative pilote, 235 organisations² se sont engagées à fournir 93 000 tonnes de produits au PAM, dont 49 000 tonnes ont déjà été livrées.
- Entre le lancement de la phase pilote de l'initiative "Achats au service du progrès" et la fin 2011, le PAM avait investi près de 53 millions de dollars pour acheter plus de **161 000 tonnes de produits alimentaires** dans 15 pays d'Afrique³.
- Presque 70 pour cent des produits achetés étaient du maïs et de la farine de maïs, suivis par des légumes secs tels que des haricots et des pois, puis par des aliments transformés tels que de la farine et de l'huile végétale. Plus de la moitié de ces produits ont été directement achetés à des organisations paysannes et presque un tiers par le biais de systèmes structurés de commercialisation, par exemple des bourses de produits et des dispositifs de récépissé d'entrepôt (warrantage). De petites quantités ont été achetées à des négociants, des intermédiaires, des ONG et des transformateurs.
- Les produits alimentaires locaux achetés par le PAM dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès" lui ont coûté près de 27 millions de dollars de moins que ce qu'il aurait déboursé s'il avait importé

Valeur des produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès"
52,8 millions de dollars

Montant des économies pour le PAM
27,5 millions de dollars

Ce que les mêmes produits auraient coûté au PAM s'ils avaient dû être importés
80,4 millions de dollars

¹ Les 21 pays pilotes sont l'Afghanistan, le Burkina Faso, El Salvador, l'Éthiopie, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nicaragua, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République démocratique populaire lao, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et la Zambie.

² Ce chiffre n'inclut pas les organisations paysannes de République démocratique du Congo et du Soudan du Sud, où le PAM passe ses contrats avec des ONG qui commercialisent des produits pour le compte d'organisations naissantes.

³ Les modalités sont notamment les suivantes: appels d'offres favorables aux petits producteurs, contrats directs et à terme avec des organisations paysannes, et promotion de possibilités de transformation des produits favorables aux petits producteurs. En 2011, des contrats ont été conclus dans le cadre de l'initiative pour l'achat de produits alimentaires dans les 15 pays sélectionnés à titre pilote en Afrique.



les mêmes produits, les petits producteurs touchant ainsi directement quelque 40 millions de dollars.

- Sur le terrain, des liens ont été établis avec toute une gamme de **partenaires**, notamment des gouvernements, des organisations internationales et régionales telles que l'Alliance pour le commerce des produits de base en Afrique orientale et australe, qui a bénéficié du détachement d'un membre du personnel du PAM, des organismes des Nations Unies tels que la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, des ONG internationales et locales, des institutions financières, des organismes de recherche et des entités du secteur privé.
- Plus de 48 000 petits exploitants, techniciens agricoles, petits et moyens opérateurs commerciaux et exploitants d'entrepôt (dont 45 pour cent de femmes) ont bénéficié d'une **formation** dispensée par le PAM et ses partenaires sur différents thèmes, dont la production agricole, les normes de qualité, la manutention après récolte, la passation de marchés avec le PAM, et la commercialisation et la vente groupées.

OBJECTIF: AMÉLIORER L'EXÉCUTION

- La sécheresse qui s'est abattue en 2011 sur la Corne de l'Afrique a gravement perturbé l'exécution des contrats conclus dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès" en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. De nombreuses organisations paysannes n'ont pu honorer leurs contrats avec le PAM dans la mesure où les prix locaux sont rapidement montés à un niveau supérieur au prix convenu avec le PAM. Ces contrats portaient sur 44 000 tonnes de produits alimentaires en 2011, contre 86 000 tonnes en 2010.
- Une série d'ateliers de rédaction (séminaires au cours desquels les participants produisent une publication) consacrés **au renforcement de la capacité des organisations agricoles** au Mali, au Burkina Faso, au Kenya et en Tanzanie ont montré qu'au cours des trois premières années d'exécution de l'initiative, les agriculteurs participants avaient rapidement appris comment obtenir des produits de grande qualité. D'après les agriculteurs eux-mêmes et les partenaires, les exploitants produisent désormais des céréales et des légumes secs de qualité et ont vu s'améliorer les débouchés pour leurs produits ainsi que la santé de leur famille.



- Veiller à ce que les agricultrices non seulement participent aux Achats au service du progrès, mais aussi en tirent un profit économique, est une expérience motivante, **en particulier pour les femmes** qui ne sont pas chef de famille. L'initiative travaille en partenariat pour élaborer et appliquer des stratégies qui donnent plus de poids aux femmes dans la commercialisation des produits agricoles, et leur permettent d'accroître leurs recettes.
- Les organisations paysannes ont du mal à **accéder aux services financiers** et il leur est donc difficile de se procurer des semences et des engrais de qualité ainsi que de collecter et de regrouper les produits de leurs membres. L'initiative "Achats au service du progrès" travaille avec des partenaires pour que les services financiers soient plus aisément accessibles aux petits producteurs, mais les taux d'intérêt élevés et la rareté des agences bancaires en milieu rural demeurent problématiques.
- L'initiative "Achats au service du progrès" a fait appel au Consortium pour la recherche économique en Afrique, qui regroupe 40 universités africaines, pour créer et exploiter un centre d'analyse des données et de gestion des connaissances (connu sous le sigle DAKMAH). Celui-ci appuie la mise en œuvre d'un système mondial de suivi et d'évaluation et, en particulier, facilite l'analyse, la communication et la validation des données issues de l'initiative et des enseignements tirés de son exécution. Les résultats en seront largement diffusés à compter de 2012.

ÉCHOS DU TERRAIN: ÉTHIOPIE

Les agricultrices doivent surmonter de nombreux obstacles pour devenir des femmes d'affaires prospères. Mais l'exemple de Mashuu, à Chefo Umbera, dans le sud de l'Éthiopie, montre qu'en bénéficiant d'un appui adapté, les agricultrices peuvent parvenir à opérer en toute indépendance sur les marchés.

À la fin de sa scolarité, Mashuu a remarqué que ses compagnes se mariaient tôt, souvent avec des hommes polygames. Elle voyait son avenir d'un autre œil et, avec deux de ses sœurs et une belle-sœur, elle a constitué un groupement féminin dans l'espoir d'autonomiser les femmes en les instruisant en matière de planning familial et de VIH/sida. Leur groupement, qui avait démarré avec quatre membres, en compte aujourd'hui 165.

"Lorsque le groupe a commencé à se développer, j'ai compris qu'il nous fallait devenir plus fortes et économiquement indépendantes," se rappelle Mashuu. Et c'est ainsi que vit le jour la Coopérative de base Jalela. Les femmes apportent les céréales qu'elles récoltent à la coopérative, qui les vend à Mira, l'union coopérative locale, qui regroupe les produits et les vend à des acheteurs tels que le PAM.

La mauvaise récolte de 2011 causée par la sécheresse a entraîné une flambée des prix sur les marchés et une pénurie de produits commercialisables en Éthiopie. La plupart des coopératives n'ont donc pas pu honorer les contrats qu'elles avaient passés avec le PAM. Mais la Coopérative Jalela est parvenue à vendre 30 tonnes de maïs au PAM; une partie du bénéfice net de 170 dollars environ a été gardée par la coopérative, le reste ayant été distribué à ses membres.

Mashuu croit en l'avenir, en dépit des difficultés dues à la sécheresse de 2011. Elle envisage de construire une minoterie, de se lancer dans la production laitière et même de faire arriver l'électricité à la Coopérative Jalela. "Nous allons transformer nos vies," conclut-elle.



Naissance d'un nouveau pays: le Soudan du Sud

Le 9 juillet 2011, la République du Soudan du Sud est devenue le plus jeune pays au monde après que 98,8 pour cent de la population s'étaient prononcés en faveur de l'indépendance lors du référendum organisé en janvier.

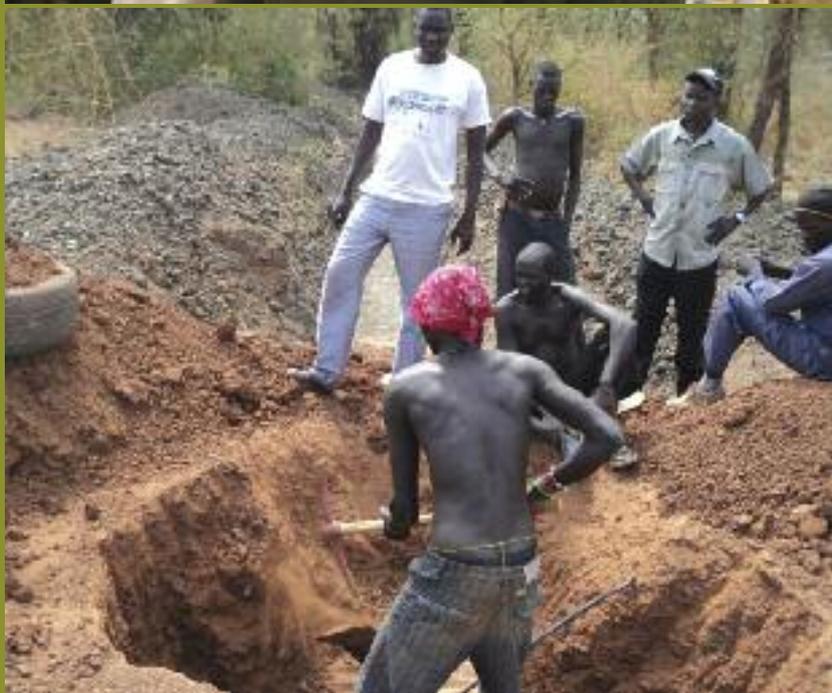
Bien que le Soudan du Sud ait fait des progrès considérables depuis la signature de l'Accord de paix global de 2005, après plus de 20 ans de guerre civile, les indicateurs de développement humain du pays sont parmi les plus bas au monde et l'infrastructure y est extrêmement médiocre.

Plus d'un tiers de la population du Soudan du Sud a connu l'insécurité alimentaire en 2011 et la situation va s'aggraver. D'après une évaluation de la sécurité alimentaire réalisée en octobre 2011, quelque 3,7 millions de personnes, soit 48 pour cent de la population, sont exposés à une insécurité alimentaire modérée ou grave – une progression de 12 pour cent par rapport à 2010.

En 2011, le PAM est venu en aide à plus de 2 millions de Soudanais du Sud en associant secours alimentaires permettant de sauver des vies à d'autres projets. Les interventions du PAM, qui portent sur tous les aspects de la sécurité alimentaire, aident à protéger les plus vulnérables et à renforcer la résilience en cas de crise ou de choc. Les activités menées entendent notamment rapprocher les petits producteurs des marchés par le biais du programme "Achats au service du progrès", mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité aidant à combattre la faim, comme les repas scolaires, et offrir un appui nutritionnel spécialisé en faveur des jeunes enfants et des mères.

Des Soudanais du Sud ne cessent d'affluer en grand nombre en provenance de la République du Soudan. En 2011, le PAM a fourni une assistance alimentaire à 444 000 rapatriés, soit environ 270 pour cent de plus que l'effectif prévu par la communauté humanitaire. Il a soutenu quelque 588 000 personnes déplacées en 2011 et plus de 52 000 réfugiés ou rapatriés dans tout le Soudan du Sud.

Le PAM aide le Gouvernement du Soudan du Sud à mettre fin à sa dépendance à l'égard de la production pétrolière et à donner une place accrue au secteur agricole. Il s'est engagé à construire 500 kilomètres de routes de desserte pour relier les zones agricoles aux centres commerciaux. Le Soudan du Sud pourrait être le numéro un régional de la production vivrière si les vastes superficies potentiellement arables étaient davantage mises en valeur à des fins agricoles.



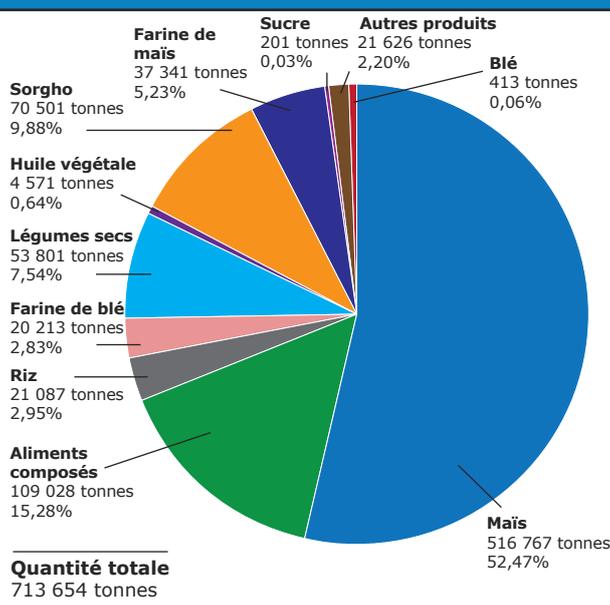
La force des achats

Le PAM est l'organisme d'aide humanitaire qui achète le plus de produits alimentaires en Afrique. Entre 2003 et 2011, ces achats ont permis d'injecter plus de 2 milliards de dollars dans l'économie locale africaine et de favoriser ainsi la production agricole. **En 2011, c'est en Afrique du Sud que le PAM a effectué les achats les plus importants, en valeur, sur le continent africain, soit plus de 53 millions de dollars. L'Éthiopie, le Kenya, le Malawi et le Soudan figurent également parmi les 15 principaux pays auprès desquels le PAM s'est approvisionné.**

Le PAM a acheté des quantités importantes de maïs au Malawi et en Zambie, des pays où il n'achetait pas d'habitude à des fins d'exportation.

Environ la moitié des 87 000 tonnes de sorgho achetées par le PAM en 2011 étaient destinées aux opérations de secours dans la Corne de l'Afrique, où ce produit a remplacé le maïs, qui n'était pas disponible. Le mécanisme d'achat anticipé, un fonds renouvelable qui permet au PAM d'acheter des produits à l'avance pour garantir un approvisionnement régulier au profit de ceux qui en ont besoin, a permis d'effectuer rapidement des achats lorsque la crise a éclaté.

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique en 2011



Produits alimentaires achetés par le PAM en 2011: 15 principaux pays fournisseurs (Par ordre de valeur)

Pays	Valeur (dollars)	%
Fédération de Russie	135 190 963	10,97
Indonésie	117 984 471	9,58
Pakistan	80 211 407	6,51
Inde	75 841 675	6,16
Italie	62 807 538	5,10
Turquie	56 367 966	4,58
Afrique du Sud	53 360 597	4,33
Belgique	50 576 626	4,11
France	50 178 400	4,07
Éthiopie	42 684 636	3,46
Malawi	40 031 321	3,25
Brésil	27 448 586	2,23
Honduras	23 782 467	1,93
Kenya	22 867 269	1,86
Soudan	21 573 616	1,75
Total	860 907 539	69,88

Où le PAM s'est-il approvisionné en 2011?



Achats de produits alimentaires par communauté économique régionale en 2011

Union du Maghreb arabe (UMA)	11 162 872	Communauté économique des États d'Afrique centrale (ECCAS)	2 232 723
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	179 264 321	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS)	25 922 889
Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD)	64 421 174	Autorité intergouvernementale sur le développement	106 028 529
Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)	65 977 017	Autorité intergouvernementale de l'Afrique australe (SADC)	141 500 098

Note: Plusieurs pays sont membres de plus d'une CER. (en millions de dollars)

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique (2009–2011)

PAYS	2009		2010		2011	
	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
Algérie	2 496	1 201 166	8 642	3 855 233	10 228	3 456 462
Afrique du Sud	210 295	60 796 438	207 853	65 738 483	109 683	53 360 597
Bénin	4 627	2 174 608	28 692	11 224 166	6 223	2 630 849
Botswana	15	4 136				
Burkina Faso	16 736	6 575 163	20 989	8 690 652	6 856	3 347 577
Burundi	811	370 290				
Cameroun	4 525	2 115 577	7 736	3 802 561	4 828	1 946 539
Cap-Vert	6	911				
Côte d'Ivoire	223	155 397	787	372 136	1 198	776 632
Djibouti	3 400	1 751 000				
Égypte	8 741	6 413 471	7 401	4 518 743	19 493	13 782 524
Éthiopie	73 591	40 431 278	252 076	88 415 761	85 293	42 684 636
Gambie	67	8 233	113	14 733		
Ghana	4 950	2 691 441	12 701	5 065 934	6 710	3 672 513
Kenya	27 126	10 770 600	75 864	20 141 628	57 961	22 867 269
Lesotho	4 963	1 397 338	11 100	2 535 263	3 738	1 355 622
Libéria	236	157 968	800	504 000	150	94 500
Madagascar	490	173 301	2 951	1 324 560	3 132	915 549
Malawi	19 633	8 574 055	40 639	15 911 703	108 630	40 031 321
Mali	5 126	1 763 119	16 118	6 690 216	19 197	10 128 655
Maroc			1 370	1 822 068	2 519	4 251 935
Mozambique	16 429	5 819 024	20 642	7 591 434	32 408	11 574 521
Namibie	3 077	385 546	2 648	671 568	711	266 226
Niger	474	267 412	7 362	3 829 511	3 526	1 683 963
Nigeria			20 000	6 020 000		
Ouganda	117 195	49 778 310	126 896	33 445 419	40 690	18 538 048
République centrafricaine			1 220	820 395		
République du Congo			72	27 894	190	89 941
République démocratique du Congo	6 404	3 529 970	15 044	7 240 448	4 978	3 530 556
République-Unie de Tanzanie	17 783	5 907 167	33 923	11 586 993	64 992	20 030 782
Rwanda	9 524	4 727 261	11 124	4 358 985	9 102	4 540 918
Sénégal	1 909	782 118	1 884	442 136	2 719	877 640
Sierra Leone	1 232	677 253	765	436 606	213	216 864
Soudan	9 668	2 650 819	12 983	1 689 492	61 264	21 573 616
Soudan du Sud					946	364 960
Tchad					485	196 243
Togo			5 357	1 869 794	5 512	2 493 696
Tunisie					4 791	3 454 476
Zambie	14 404	5 083 604	21 781	6 262 649	31 705	9 056 678
Zimbabwe	4 067	1 310 904	7 337	1 927 795	3 583	1 378 248
Total	590 233	228 444 879	984 871	328 848 956	713 654	305 170 553

Note: données provenant des rapports annuels sur les achats de produits alimentaires au cours de la période 2009-2011. Ces données ont trait aux quantités et aux valeurs spécifiées dans les contrats, compte tenu des conditions de livraison, ce qu'il conviendrait de prendre en considération lors de toute analyse de la valeur des marchés.

Le changement climatique et la faim



ADAPTATION COMMUNAUTAIRE: LE PROGRAMME DE CRÉATION D'AVOIRS PRODUCTIFS DANS LE KARAMOJA, EN OUGANDA

Dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies sur le changement climatique, le PAM exécute le programme de création d'avoirs productifs dans le Karamoja, initiative de vaste envergure portant sur des activités Vivres et Espèces contre travail et pour la création d'avoirs qui avait été conçue en collaboration avec le Cabinet du Premier Ministre ougandais. Le Karamoja, qui fait partie de la zone pastorale semi-aride de la Corne de l'Afrique, est la région la plus pauvre et la plus marginalisée de l'Ouganda. Les épisodes de sécheresse y sont d'une fréquence et d'une intensité accrues, en raison notamment du changement climatique. Au fil du temps, la fréquence des catastrophes naturelles, la permanence de la violence, la grave dégradation de l'environnement et la forte incidence de la pauvreté ont affaibli la capacité de résistance de la population, qui est désormais dépendante de l'aide alimentaire.

Le lancement en 2010 du programme de création d'avoirs productifs dans le Karamoja, qui s'attaque aux causes sous-jacentes des crises récurrentes, a marqué un tournant. À ce jour, 76 000 ménages chroniquement touchés par l'insécurité alimentaire (près de 40 pour cent de la population) ont pris part, dans le cadre du programme, à des activités visant à renforcer leurs moyens de subsistance et leur résilience face aux risques d'origine climatique. Il s'agissait de travaux publics visant à créer des points d'eau pour le bétail, de mesures de conservation des terres et des sols et d'activités de reboisement, notamment, appuyés par une assistance alimentaire ou des transferts monétaires,

ainsi que de mesures de soutien des revenus des ménages - les membres des communautés ont bénéficié de ce titre d'une formation et reçu des intrants pour les cultures résistant à la sécheresse, les potagers, les vergers, la culture de la gomme arabique, la production laitière et les fourneaux à bon rendement énergétique, entre autres. Toutes les activités sont choisies par les communautés sur un "menu d'investissements" qui recense des activités à faible intensité technologique et à forte intensité de main-d'œuvre visant à réduire les risques de catastrophe et à renforcer la résilience, qui sont en outre adaptées aux trois modes de subsistance du Karamoja, à savoir agricole, agropastoral et pastoral.

Le programme fait partie des politiques nationales et du programme d'action des institutions publiques. Il est conforme au plan d'action des pouvoirs publics pour la sécurité alimentaire dans le Karamoja et représente l'outil opérationnel du deuxième fonds d'action sociale du Gouvernement pour le nord de l'Ouganda. Il s'appuie par ailleurs sur de solides partenariats techniques et opérationnels. La FAO a joué un rôle crucial dans l'élaboration du menu des investissements proposés dans le cadre du programme et elle conseille les collectivités locales au niveau des districts, le PAM et les autres partenaires d'exécution sur divers aspects techniques du programme. C'est là un point essentiel pour l'assurance de la qualité ainsi que pour l'harmonisation avec les écoles pratiques d'agropastoralisme qui bénéficient de l'appui de la FAO. Neuf ONG partenaires travaillent également en relation étroite avec le PAM pour revoir l'envergure géographique du programme et veiller à ce que des moyens d'exécution adéquats soient en place pour en assurer la reproduction à plus grande échelle.



VENIR À BOUT DE LA FAIM GRÂCE AUX GRENIERS VILLAGEOIS

Dans le nord du **Cameroun**, les femmes détiennent les clés qui permettront de venir à bout de la faim dans les villages touchés par la sécheresse, où le PAM aide à créer des greniers communautaires pour garantir l'accès de la population à la nourriture tout au long de l'année, même en période de soudure.

Au départ, le PAM aide à construire un petit entrepôt et fournit 10 tonnes de céréales à chaque grenier. Il dispense au comité de gestion une formation portant sur l'entreposage des produits alimentaires, la tenue des registres, etc. Quasiment 90 pour cent des membres des comités de gestion sont des femmes. Ces comités fixent les prix de vente et recensent les villageois qui ont le plus besoin d'un prêt. Les détenteurs des clés, qui sont souvent trois femmes ayant la confiance du village, doivent être présents lors de l'ouverture du grenier. Les bénéficiaires paient des intérêts, généralement sous forme d'un petit sac de mil ou de sorgho.

Didim Hapsatou, la trésorière du grenier du village agropastoral de Mbarang, dans la région d'Adamaou, se souvient avoir vécu des périodes difficiles. "La faim – c'est quelque chose de terrible, une plaie qui revient tous les ans. Quand on a faim, on ne peut pas travailler, on ne peut pas se reposer – c'est comme une maladie."

Mais son village a désormais commencé à investir les bénéfices obtenus grâce au grenier pour acheter du

matériel, comme un moulin à céréales, construire une école et acquérir des parcelles supplémentaires pour produire davantage. "Chacun donne son avis et nous décidons ensemble de ce que nous souhaitons faire. Nous examinons collectivement les solutions utiles pour le village," dit Didim, 57 ans.

"Depuis que le PAM nous a aidés à construire le grenier, nous sommes en mesure de satisfaire nos besoins alimentaires essentiels", précise Félicité Sengram, secrétaire du comité de gestion du grenier communautaire de Zidim, dans l'extrême nord du pays. "Nous pouvons emprunter de la nourriture sous forme de prêt, ou payer en espèces – c'est très utile."

Le PAM soutient environ 400 greniers villageois dans le nord du Cameroun, en bordure de la région du Sahel.



Des repas scolaires qui changent la vie

Le PAM aide les gouvernements nationaux à concevoir et à mettre en œuvre des programmes durables de repas scolaires afin, non seulement d'améliorer la nutrition et les résultats scolaires des élèves, mais aussi d'appuyer la mise en place de filets de sécurité de caractère plus général ainsi que de protéger et de stabiliser les conditions de vie et les moyens de subsistance dans des contextes fragiles, surtout au profit des filles jeunes et vulnérables.



ÉDITH DONNE LE PRIX D'EXCELLENCE AUX RATIONS À EMPORTER

Le parcours scolaire d'Édith Niber, boursière, a pris un tour nouveau quand elle a pu s'inscrire dans une école bénéficiant de l'assistance du PAM, où des rations à emporter sont distribuées chaque mois aux élèves pour les inciter à s'inscrire, à être assidus et à terminer leur scolarité.

Édith a été sélectionnée par le Service ghanéen de l'éducation et par le PAM sur la base de ses excellentes notes et a reçu une bourse de 600 cedis ghanéens (soit 400 dollars).

Pourtant, elle n'a pas toujours excellé à l'école. En 2009, ses résultats aux examens avaient été si mauvais qu'elle n'avait pu obtenir de place dans aucune des écoles secondaires du pays. Sans se laisser abattre, elle avait décidé de redoubler et s'était inscrite au collège Tankyara Konyukuo, qui bénéficiait d'une assistance du PAM. Travaillant d'arrache-pied, elle est parvenue à améliorer ses notes et à obtenir une place au lycée

Saint-François d'Assise, l'un des meilleurs établissements d'enseignement secondaire du **Ghana**.

La bourse, qui est financée par l'Unité du PAM chargée des dons et le Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes, permet à Édith et à plus de 100 autres filles de poursuivre et d'achever leurs études secondaires.

Cet appui financier a été un soulagement pour la mère d'Édith, qui devait s'occuper de sa famille depuis que son mari était tombé malade. Les parents d'Édith sont très fiers, et sa jeune sœur lui emboîte le pas et travaille dur elle aussi à l'école. "Lorsqu'Édith a obtenu cette bourse, nous avons compris combien elle avait travaillé dur," dit son père, Nonnenbe Niber. "Ma femme et moi-même avons décidé de faire tout notre possible pour qu'elle termine ses études secondaires et aille à l'université."

Les rations à emporter, composées d'huile, de maïs et de sel iodé, diminuent le risque que les filles abandonnent leur scolarité ou se marient très jeunes. Environ 219 filles ont bénéficié du programme de bourses depuis son lancement, il y a 10 ans. Une évaluation de l'impact réalisée en 2011 a montré que 95 pour cent de celles qui avaient obtenu leur bourse entre 2001 et 2010 étaient soit au lycée, soit dans des institutions du troisième degré, ou encore travaillaient après avoir terminé leurs études.

Message à retenir

En 2011, 2,8 millions d'enfants, dont près de 520 000 en Afrique, ont reçu des rations à emporter, qui favorisent le maintien des enfants à l'école, en particulier des filles dans les classes supérieures.

Nombre d'enfants bénéficiant des programmes de repas scolaires appuyés par le PAM en Afrique (2003 - 2011)

Année	Garçons	Filles
2003	2,9	2,4
2004	4,3	3,6
2005	5,4	4,7
2006	5,3	4,8
2007	5,4	4,6
2008	5,7	5,1
2009	5,6	4,9
2010	5,9	5,4
2011	5,7	5,4

(en millions)

Des fourneaux plus sûrs (initiative SAFE)

Un fourneau sans danger consommant peu de combustible dans le camp de réfugiés de Kakuma dans le Turkana, au Kenya. Le PAM développe son initiative SAFE (pour un accès sans risque au bois de feu et à d'autres sources d'énergie). Dans les camps de réfugiés au Kenya, les femmes échangent parfois des rations alimentaires contre du combustible ou s'aventurent dans des zones peu sûres pour ramasser du bois. Dans les zones de Kakuma et de Dadaab, les camps de réfugiés ont gravement endommagé l'environnement, les arbres ayant été coupés pour servir de bois de chauffe. En 2011, l'afflux de nouveaux réfugiés causé par la sécheresse a encore aggravé la situation. Le PAM travaille en collaboration étroite avec le HCR pour fournir des fourneaux consommant peu de combustible aux nouveaux arrivants et aux personnes les plus vulnérables dans les camps de réfugiés.

Plus d'un million de personnes bénéficient de l'initiative SAFE en Afrique – en Éthiopie, en Ouganda et au Soudan.



La politique du PAM relative à la problématique hommes-femmes

La politique relative à la problématique hommes-femmes adoptée par le PAM en 2009 réaffirme l'engagement du Programme en faveur de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. Cet engagement n'a nulle part ailleurs plus de pertinence qu'en Afrique, où les femmes et les filles continuent de subir les conséquences de la faim et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en raison de relations inévitables entre les sexes et d'obstacles culturels.

En 2010, un Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes a été créé pour encourager les initiatives et les partenariats novateurs, adaptés au contexte et visant à démarginaliser les femmes. À la fin de 2011, le fonds avait alloué près de 2 millions de dollars à l'appui de 30 projets, dont certains sont encore en cours. Plus de la moitié de ces projets sont exécutés en Afrique subsaharienne.

Sur le continent africain, parmi les projets concernant les grandes orientations figure celui visant à inclure la problématique hommes-femmes et les questions touchant le VIH dans l'évaluation annuelle de la vulnérabilité réalisée par le Gouvernement du Swaziland; à l'échelle des communautés, les projets ont notamment trait à la formation et à l'organisation des femmes dans le domaine des activités génératrices de revenus en Guinée-Bissau, à la construction de fourneaux économes en combustible en lien avec l'instruction des filles dans le cadre des cantines

scolaires au Bénin, et à la participation des hommes et des garçons aux activités de santé et de nutrition maternelles et infantiles au Lesotho. Ces projets servent de catalyseur et incitent à engager d'autres actions de promotion de l'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes dans le cadre des programmes du PAM en Afrique.

En outre, le PAM aide les adolescentes à accéder à l'instruction, ainsi qu'à améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de ses programmes. Grâce au Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes, le PAM appuie la formation des femmes et des adolescentes dans le domaine de la transformation des produits agricoles en



vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Sierra Leone. De même, au Ghana, le fonds a permis d'octroyer des bourses à des adolescentes sans ressources issues de familles exposées à l'insécurité alimentaire.

Partenariats



ASSOCIATIONS D'AGRICULTRICES EN GUINÉE-BISSAU

En **Guinée-Bissau**, des associations d'agricultrices fournissent les produits frais destinés à la préparation des repas distribués par le PAM dans 16 écoles, avec l'aide du Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes et en partenariat avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'agriculture, la FAO, l'UNICEF et des ONG locales. Aveline Torres, qui appartient à l'une de ces associations, fournit une partie de sa production aux écoles et vend le reste sur un marché proche.

“Grâce à mon activité agricole, je gagne plus de 200 dollars par mois. Cette somme aide mes parents à faire vivre une famille de 20 personnes, y compris à payer les frais de scolarité des plus jeunes,” dit Aveline.

Outre qu'ils sont une source de revenus, les légumes livrés à l'école deux fois par semaine environ, notamment laitues, oignons, choux, carottes, poivrons, manioc et pommes de terre, rendent plus appétissants les repas servis aux enfants et en améliorent la valeur nutritive.

Dans les régions de Bafata et d'Oio, 5 000 enfants ont bénéficié de ces repas nutritifs et le projet financé par le Fonds pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes a, d'après les estimations, permis à 1 600 femmes d'accroître leur revenu.

“Ce projet diversifie à la fois la production agricole des communautés et le régime alimentaire des enfants scolarisés, ce qui améliorera leur état nutritionnel et, de

ce fait, leur croissance et leur capacité d'apprentissage,” affirme Paulo Sambu, Inspecteur de l'alimentation scolaire du Ministère de l'éducation.



Les chefs d'établissement réceptionnent les produits alimentaires qu'apportent les agricultrices et supervisent l'entreposage et la préparation des aliments par les cuisiniers des écoles. Le Ministère de l'agriculture et des ONG spécialisées offrent aux femmes une assistance technique, portant notamment sur le cycle de production, pour garantir un approvisionnement régulier tout au long de l'année scolaire. La FAO, pour sa part, fournit des semences et un appui technique. Le PAM collabore avec l'UNICEF depuis 2009 dans le cadre d'un projet Vivres contre travail dont le but est d'améliorer les infrastructures scolaires d'encourager les filles à aller à l'école. Il s'agit notamment de construire des toilettes séparées pour les filles et les garçons et d'installer des pompes pour l'approvisionnement en eau potable.



PARTENARIATS EN SITUATIONS D'URGENCE – LIBYE

Sur cette photo, des agents du Croissant-Rouge aident à distribuer le riz donné au PAM par le Gouvernement japonais dans le district de Tokura, en Libye, à l'est de Benghazi – un exemple de partenariat concret.

Parce qu'il était présent dans la région, le PAM a pu intervenir rapidement lors du conflit en **Libye**. En sa qualité de chef de file des modules de la sécurité alimentaire et de la logistique pour le compte de l'ensemble de la communauté humanitaire, le PAM a privilégié le renforcement des capacités du Croissant-Rouge libyen et assuré la coordination avec

LibAid et les conseils locaux. Ce faisant, il a pu parer aux insuffisances de l'approvisionnement alimentaire et répondre aux besoins des populations victimes du conflit.

Au début de la crise qui a secoué l'Afrique du Nord, le PAM a rapidement renforcé sa présence dans la ville portuaire de Benghazi et posté des équipes à la frontière entre l'Égypte et la Tunisie pour répondre aux besoins des populations qui fuyaient la Libye; il a également distribué des vivres dans toute la Libye.

En 2011, le PAM est venu en aide à 1,4 million de personnes en Égypte, en Libye et en Tunisie en fournissant 31 563 tonnes de vivres.

Dépenses

DÉPENSES DIRECTES

Le PAM consacre à l'Afrique une plus large part de ses ressources que tout autre organisme des Nations Unies. En 2011, l'Afrique subsaharienne a absorbé 58 pour cent de l'ensemble des dépenses opérationnelles du PAM.

Dépenses directes du PAM¹ (2009–2011) (en milliers de dollars)

Catégorie d'activités	2009		2010		2011	
	TOTAL	Afrique subsaharienne	TOTAL	Afrique subsaharienne	TOTAL	Afrique subsaharienne
Développement	275 906	187 950	287 842	169 819	315 986	200 771
Secours	3 239 887	2 171 822	3 220 081	1 978 477	2 925 212	1 762 579
Opérations d'urgence	1 418 385	927 054	1 660 195	890 118	1 367 243	794 411
IPSR	1 821 502	1 244 768	1 559 885	1 088 359	1 557 969	968 168
Opérations spéciales	176 364	130 703	221 510	131 967	217 619	148 010
Fonds fiduciaires/ opérations bilatérales ²	293 457	28 958	270 898	60 540	310 173	69 540
TOTAL GÉNÉRAL	3 985 614	2 519 433	4 000 331	2 340 803	3 768 990	2 180 900
Pourcentage pour l'ensemble des régions		63		59		58

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilées par project/opération.



Dépenses directes du PAM en Afrique, par Objectif stratégique (2011)

(en milliers de dollars)

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 - Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	1 396 216,59
Vivres pour la création d'avoires (VCA): développement de la production agricole/végétale	7 716,10
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	15 911,91
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	11 174,34
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	6 212,19
Distribution générale de vivres	1 034 384,78
VIH/tuberculose: soins et traitement	1 189,43
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	5 791,08
Nutrition: prévention de la malnutrition aiguë	75 558,61
Nutrition: supplémentation en micronutriments uniquement	943,74
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	125 462,05
Alimentation scolaire: situations d'urgence	39 927,73
Opérations spéciales	71 944,63
OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 - Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	150 244,81
VCA: développement de la production agricole/végétale	11 827,27
VCA: projets d'agroforesterie	13 890,98
VCA: projets d'élevage et de pisciculture	2 507,60
VCA: réserves alimentaires	1 433,85
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	83 588,20
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	7 441,70
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	18 288,87
Vivres pour la formation (VPF)	2 298,51
VIH/tuberculose: soins et traitement	5 978,55
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	2 989,28
OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 - Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	182 619,70
VCA: développement de la production agricole/végétale	29 299,83
VCA: projets d'agroforesterie	2 624,44
VCA: projets d'élevage et de pisciculture	678,57
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	8 054,14
VCA: autres	639,49
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	303,40
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	5 836,21
VPF	5 091,70
Distribution générale de vivres	14 189,32
VIH/tuberculose: soins et traitement	9 451,00
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	13 163,04
Nutrition: prévention de la malnutrition aiguë	3 851,62
Nutrition: supplémentation en micronutriments uniquement	535,26
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	10 592,00
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	594,72
Alimentation scolaire: écoles primaires et secondaires	35 861,90
Opérations spéciales	41 853,07
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4 - Réduire la faim chronique et la dénutrition	178 224,91
VCA: développement de la production agricole/végétale	360,29
VCA: autres	113,84
VPF	1 688,12
VIH/tuberculose: soins et traitement	4 939,84
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	15 251,40
Nutrition: prévention du retard de croissance	3 649,72
Nutrition: supplémentation en micronutriments uniquement	364,75
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	4 584,13
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	15 778,70
Alimentation scolaire: écoles primaires et secondaires	131 494,12
OBJECTIF STRATÉGIQUE 5 - Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	41 105,85
Renforcement des capacités: développement des capacités nationales	11 999,96
Opérations spéciales	29 105,90
Total	1 948 411,86

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

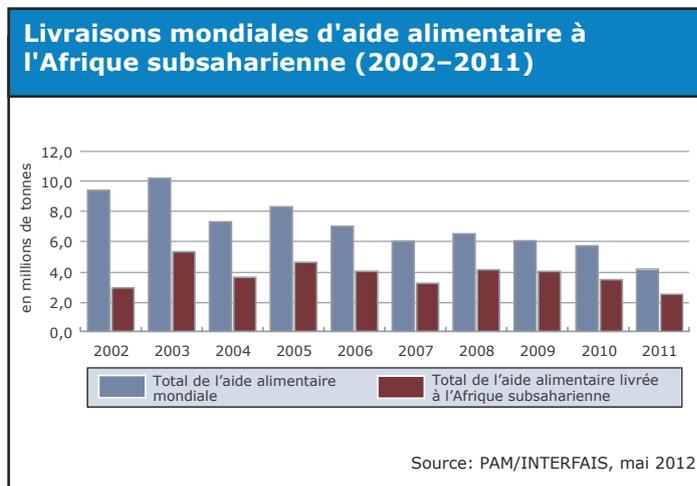
En 2011, l'aide alimentaire livrée dans le monde représentait 4,1 millions de tonnes, dont 93 pour cent de céréales et 7 pour cent d'autres produits. Soixante-deux pour cent de cette aide, soit 2,5 millions de tonnes, étaient destinés à l'Afrique subsaharienne.

Les céréales représentaient 96 pour cent des quantités fournies à cette région, les autres produits, en recul de 16 pour cent par rapport à 2010, étant principalement des légumes secs et de l'huile.

Le PAM a fourni 56 pour cent de l'aide alimentaire destinée à l'Afrique subsaharienne.

Livraisons mondiales d'aide alimentaire (2002–2011)		
Année	Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	Pourcentage livré par le PAM
2002	9,4	40,0
2003	10,2	47,6
2004	7,3	50,4
2005	8,3	53,9
2006	7,0	53,9
2007	6,0	51,9
2008	6,5	61,5
2009	6,1	61,8
2010	5,9	56,9
2011	4,1	59,9

Source: PAM/INTERFAIS, mai 2012



Contributions au PAM (2009–2011) (en milliers de dollars)		Suite aux pages 23 et 24		
Pays	2009	2010	2011	
Afghanistan			1	
Afrique du Sud	672	240	643	
Algérie		19 070		
Allemagne	132 069	95 350	194 673	
Andorre	40	231	99	
Arabie saoudite	23 341	25 041	67 692	
Argentine	3			
Association des nations de l'Asie du Sud-Est		280		
Australie	81 395	83 930	141 715	
Autriche	1 722	1 329	733	
Azerbaïdjan		100	100	
Bangladesh	5 194	3 280	1 790	
Banque africaine de développement	1	508	2 150	
Banque mondiale	653	6 093		
Belgique	39 111	37 349	38 073	
Bénin		32		
Bhoutan	5	5	5	
Bolivie	211			
Brésil	15 761	15 974	70 576	
Burkina Faso	250	1		
Burundi	4 878		2 423	
Cambodge	4 371	1 187	1 227	
Canada	225 343	285 529	294 961	
Chili	50	20	20	
Chine	3 059	4 060	20 063	
Chypre	814	690		

Contributions au PAM (2009–2011)
(en milliers de dollars)

Pays	2009	2010	2011
Colombie	20	50	42
Commission européenne	343 830	289 928	257 920
Croatie	64	25	
Cuba	1 199	1 125	2 150
Danemark	41 885	40 618	45 675
Donateurs privés*	104 412	143 188	86 106
Égypte	4 175	386	1 319
El Salvador		300	200
Émirats arabes unis		10	6 228
Équateur	248	248	248
Espagne	213 852	82 374	67 699
Estonie		94	71
États-Unis d'Amérique	2 066 286	1 567 872	1 240 594
Éthiopie			8 900
Îles Féroé	132	123	28
Fédération de Russie	26 800	32 000	37 676
Finlande	28 524	26 473	29 809
Fonds communs et organismes des Nations Unies (à l'exclusion du CERF)	65 941	68 428	67 263
Fonds OPEP		513	1 250
France	19 804	20 684	38 956
Géorgie			20
Grèce	6 028	356	127
Guatemala	172		75
Guinée	118		
Hongrie	65		
Inde	17 098	18 249	14 565
Indonésie	1 000	467	
Iraq		18 854	14
Irlande	22 549	19 318	27 010
Islande	150	185	293
Israël	30		165
Italie	30 000	25 716	27 353
Japon	202 684	214 406	281 863
Jordanie	706	47	66
Kazakhstan	40	20	20
Kenya	14 577	5 581	407
Koweït			250
Lesotho		330	601
Lettonie		37	
Liechtenstein	333	191	438
Luxembourg	13 625	12 727	11 575
Madagascar	1 919	449	
Malawi	1 957	6 106	
Malaisie		1 000	1 000
Mauritanie		2	2 078
Mexique	50		1 000

* Les contributions privées ne comprennent pas les dons exceptionnels en nature, comme les services de publicité.

Contributions au PAM (2009–2011) (en milliers de dollars)			
Pays	2009	2010	2011
Monaco			211
Maroc			633
Namibie			1 727
Nations Unies-CERF	151 508	120 285	126 152
Népal		35 801	
Nicaragua	24	18	19
Norvège	40 410	43 939	49 036
Nouvelle-Zélande	3 735	6 855	8 474
Oman	100	26 361	
Organisation internationale pour les migrations			10
Ouganda		120	
Pakistan	28 994		2 360
Panama	68	68	68
Pays-Bas	77 594	74 424	72 802
Pérou			483
Philippines	102		3 548
Pologne	535	691	465
Portugal	112		
Qatar	10 217	266	277
République arabe syrienne	67	1 994	1 047
République du Congo	329		2 002
République démocratique du Congo			40
République de Corée	5 400	5 148	5 400
République tchèque	309	159	237
République-Unie de Tanzanie			105
Roumanie	75	72	
Royaume-Uni	127 624	156 998	143 877
Saint-Marin		13	
Saint-Siège			10
Sao Tomé-et-Principe			72
Singapour	30		50
Slovaquie		15	
Slovénie	108	119	196
Sri Lanka			2 709
Soudan (Gouvernement d'unité nationale)		2 675	3 750
Soudan (Gouvernement du Sud-Soudan)		13 017	331
Suède	72 487	85 623	97 492
Suisse	39 089	42 919	46 316
Swaziland			360
Thaïlande	97	11 626	178
Turquie	2 432	2 000	
Ukraine	580		123
Venezuela		300	275
Zambie			3 420
Total	4 022 285	3 810 286	3 675 254

Nombre total de bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2010–2011)

Pays	2010			2011		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Algérie				75 806	49 154	124 960
Bénin	43 944	54 857	98 801	180 448	189 244	369 692
Burkina Faso	368 311	335 217	703 528	459 689	317 678	777 367
Burundi	495 285	468 304	963 589	397 099	387 067	784 166
Cameroun	230 666	231 992	462 658	248 996	132 853	381 849
Cap-Vert	31 850	33 150	65 000			
Côte d'Ivoire	337 622	341 750	679 372	510 395	536 021	1 046 416
Djibouti	56 998	46 989	103 987	74 201	71 353	145 554
Égypte				372 484	415 633	788 117
Éthiopie	4 996 616	4 913 689	9 910 305	3 784 049	3 518 545	7 302 594
Gambie	91 179	84 966	176 145	87 724	83 293	171 017
Ghana	172 092	138 596	310 688	183 623	140 399	324 022
Guinée	240 269	232 576	472 845	193 513	197 651	391 164
Guinée-Bissau	190 690	149 301	339 991	141 578	162 651	304 229
Kenya	2 490 623	2 329 368	4 819 991	2 133 390	1 917 420	4 050 810
Lesotho	108 957	86 866	195 823	107 820	76 248	184 068
Libéria	280 563	317 685	598 248	284 181	298 993	583 174
Libye				677 924	707 266	1 385 190
Madagascar	507 700	453 244	960 944	489 051	407 001	896 052
Malawi	520 893	467 372	988 265	620 652	558 385	1 179 037
Mali	365 713	243 933	609 646	257 607	201 854	459 461
Mauritanie	207 387	195 215	402 602	164 455	158 619	323 074
Mozambique	532 019	451 546	983 565	359 018	323 418	682 436
Namibie	2 847	3 381	6 228	2 722	3 267	5 989
Niger	3 136 354	3 032 287	6 168 641	1 432 338	1 475 269	2 907 607
Ouganda	512 013	427 171	939 184	390 751	370 291	761 042
République centrafricaine	318 935	318 026	636 961	206 008	231 672	437 680
République du Congo	102 139	62 959	165 098	145 044	76 982	222 026
République démocratique du Congo	1 941 616	1 168 108	3 109 724	2 094 853	1 444 131	3 538 984
République-Unie de Tanzanie	534 862	522 218	1 057 080	597 822	570 531	1 168 353
Rwanda	221 358	208 262	429 620	233 463	214 840	4483 03
Sao Tomé-et-Principe	22 429	19 946	42 375	21 523	21 244	42 767
Sénégal	840 147	917 761	1 757 908	794 028	807 715	1 601 743
Sierra Leone	391 810	302 281	694 091	296 145	272 548	568 693
Somalie	1 039 551	988 421	2 027 972	653 604	688 561	1 342 165
Soudan				4 116 747	3 432 479	7 549 226
Swaziland	99 436	94 552	193 988	21 773	19 640	41 413
Tchad	1 155 870	946 430	2 102 300	1 476 975	1 309 957	2 786 932
Togo	43 261	25 359	68 620	28 658	24 087	52 745
Tunisie				89 814	149 913	239 727
Zambie	371 560	355 751	727 311	417 018	428 812	845 830
Zimbabwe	973 999	852 135	1 826 134	991 914	841 214	1 833 128
Total	23 977 564	21 821 664	45 799 228	25 814 903	23 233 899	49 048 802

Bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2010–2011): réfugiés, personnes déplacées et rapatriés

Pays	2010			2011		
	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés
Algérie					124 960	
Bénin		2 256		14 225		
Burundi		20 349	20 327		21 667	6 790
Cameroun		93 410			35 225	
Côte d'Ivoire				238 319		364 801
Djibouti		13 745			18 500	
Égypte					65 059	61 399
Éthiopie		142 446			281 347	
Gambie		5 759				
Ghana					13 682	
Guinée		3 258			5 028	1 964
Kenya		382 724			546 732	
Libéria					148 478	
Libye				288 000	26 150	306 999
Malawi		11 600			14 200	
Mauritanie			18 863			
Mozambique					8 243	
Namibie		6 228			5 989	
Ouganda	100 503	93 332			96 456	
République centrafricaine	85 646	25 118		59 276	14 105	
République du Congo		114 594			122 977	
République démocratique du Congo	523 266		539 765	865 935	1 500	775 330
République-Unie de Tanzanie		101 207			101 445	
Rwanda	7 920	53 004	10 006		53 550	7 323
Sénégal			768			232
Somalie	304 402			780 894		
Soudan				2 475 582	98 784	534 300
Tchad	156 110	373 146	41 646	157 052	336 421	
Togo		5 280		3 275	9 246	
Tunisie					113 822	125 905
Zambie		14 721			8 891	23 306
Zimbabwe	25 987		49 107	24 797		
Total	1 203 834	1 462 177	680 482	4 907 355	2 272 457	2 208 349

Contributions du PAM aux programmes réalisés en Afrique (2009–2011)
(en milliers de dollars)

Pays	2009	2010	2011
Algérie	17 611 258	26 750 236	15 767 536
Angola	135 848		
Bénin	2 910 700	1 260 703	9 070 396
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	4 403 139	1 864 800	8 896 744
Burkina Faso	24 886 506	16 307 269	11 120 374
Burundi	44 838 667	13 750 383	19 662 329
Cameroun	7 466 131	16 967 143	14 082 175
Cap-Vert	523 538		1 417 750
Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale	195 489		
Côte d'Ivoire	14 586 524	7 941 292	47 569 680
Djibouti	6 708 108	9 199 418	25 940 691
Égypte	10 415 653	1 544 834	15 617 594
Éthiopie	580 295 152	198 085 271	382 497 621
Gambie	2 540 162	5 558 730	2 622 068
Ghana	10 486 667	24 117 943	3 107 852
Guinée	2 663 326	15 912 368	6 229 091
Guinée-Bissau	8 581 300	5 681 867	2 368 290
Kenya	290 986 036	183 223 680	359 218 471
Lesotho	4 955 946	5 250 930	9 099 123
Libéria	13 798 462	14 186 032	48 384 161
Libye			5 996 292
Madagascar	16 736 243	12 323 807	12 693 016
Malawi	20 712 656	27 876 758	11 560 816
Mali	11 025 196	16 110 136	16 257 926
Mauritanie	7 139 465	11 875 698	9 296 772
Mozambique	29 026 185	30 691 460	22 035 898
Namibie	51 589	1 539 504	569 507
Niger	26 725 658	230 205 810	64 543 779
Ouganda	91 217 467	63 492 656	44 729 885
République centrafricaine	15 609 121	22 861 121	23 148 106
République du Congo	801 598	20 999 772	5 654 692
République démocratique du Congo	152 970 058	128 038 268	105 279 831
République-Unie de Tanzanie	42 271 088	44 155 250	21 601 729
Rwanda	9 657 417	18 129 322	12 442 223
Sao Tomé-et-Principe	519 130	714 841	563 919
Sénégal	18 593 652	8 611 684	10 899 815
Sierra Leone	14 155 494	13 907 948	21 621 273
Somalie	203 792 465	93 429 373	284 741 879
Soudan	638 000 164	646 108 380	432 330 435
Soudan du Sud			22 960 620
Swaziland	4 111 782	2 201 673	1 107 234
Tchad	209 693 795	134 253 204	109 074 969
Tunisie			430 576
Togo		903 022	499 449
Zambie	24 242 970	9 423 595	7 003 736
Zimbabwe	120 269 154	72 824 986	68 435 805
Total	2 706 310 957	2 158 281 169	2 298 152 131

Liste des sigles

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoins
VPF	Vivres pour la formation

Crédits photographiques

Couverture: PAM/Purnima Kashyap/Éthiopie. Deuxième de couverture: PAM/Vanessa Vick/Ouganda. Page 2: PAM/Maxime Bessieres/Burundi. Page 4, PAM/Rose Ogola/Kenya. Page 5, PAM/Siegfried Modola/Somalie, PAM/Hundubey Ahmed/Somalie. Page 6, PAM/Tomson Phiri/Zimbabwe. Page 7, PAM/Vigno Hounkanli/Niger, PAM/Hannatou Mamadou/Niger. Page 9, PAM/Achats au service du progrès Libéria. Page 10, PAM/Photothèque, PAM/Elly Sukup/Éthiopie. Page 11, PAM/Steve Mann/Soudan du Sud, PAM/Peter Smerdon/Soudan du Sud, PAM/Steve Mann/Soudan du Sud. Page 14, PAM/Marc Hofer/Ouganda, PAM/Rein Skullerud/Kenya. Page 15, PAM/Jane Howard/Cameroun. Page 16, PAM/Afusah Saliah/Ghana. Page 17, PAM/Rein Skullerud/Kenya, PAM/Paola Barbaglia/Kenya. Page 18, PAM/Wilson Gama/Guinée-Bissau. Page 19, PAM/Abeer Etefa/Libye, PAM/Sofiane Essayem/Libye. Page 20, PAM/Rein Skullerud/Kenya, PAM/Rein Skullerud/Niger. Quatrième de couverture: PAM/Katie Fackler/Bénin.



Photo de la couverture:
Une réfugiée somalienne fait la queue durant une distribution de vivres à Dolo Ado, en Éthiopie. En 2011, le PAM a intensifié ses opérations en Somalie, en Éthiopie et au Kenya pour venir en aide à 8,7 millions de personnes victimes de la sécheresse et du conflit dans la Corne de l'Afrique.

**Bureau de liaison du PAM auprès de
l'Union africaine et de la Commission
économique pour l'Afrique
Addis-Abeba (Éthiopie)**

Steven Were Omamo
Directeur

Téléphone: +251 115 15 5151
Courriel: stevenwere.omamo@wfp.org

Menghestab Haile
Directeur adjoint

Téléphone: +251 115 51 5188 ext 2255
Courriel: menghestab.haile@wfp.org



Programme Alimentaire Mondial